



Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Réunion ouverte

New York, le 22 novembre 2023

Déclaration lue par Mme Pascale Baeriswyl
Représentante permanente

Merci Monsieur le Président, pour l'organisation de cette séance, dédiée en particulier à la situation des femmes et des enfants dans le contexte du conflit au Moyen-Orient.

C'est une lueur d'espoir qui nous accompagne aujourd'hui. Ainsi, la Suisse salue l'accord permettant la libération de 50 otages et la mise en place d'une trêve humanitaire de quatre jours. Nous remercions tous les pays ayant contribué à cet accord, en particulier le Qatar, l'Égypte et les États-Unis, et souhaitons aux personnes libérées et à leurs familles qu'elles puissent rapidement se retrouver et guérir de leurs blessures tant physiques que psychologiques. Nous demandons la pleine mise en œuvre de la résolution 2712, adoptée il y a une semaine par ce Conseil, qui insiste sur les principes fondamentaux du droit international humanitaire. Cela implique notamment la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages qui demeurent retenus par le Hamas et par d'autres groupes dans des conditions épouvantables à Gaza, ainsi que le respect des pauses pour permettre l'acheminement rapide, sûr et sans entraves de l'aide humanitaire aux civils à travers tous les points de passage possibles.

Permettez-moi aussi de remercier les Directrices générales d'ONU Femmes, d'UNICEF et du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), Sima Bahous, Cathy Russell et Natalia Kanem de leurs témoignages poignants que nous n'oublierons pas de sitôt, de même que la visite de la cheffe d'UNICEF à Gaza la semaine dernière. J'aimerais remercier tous les acteurs et toutes les actrices impliqués, notamment l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), pour le sauvetage – le weekend dernier – de 31 nouveau-nés de l'hôpital d'Al-Shifa.

La Suisse reste profondément préoccupée par le nombre élevé de victimes civiles en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé depuis les actes de terreur perpétrés par le Hamas le 7 octobre dernier que nous avons fermement condamnés. Nous l'avons entendu : deux tiers des victimes sont justement des femmes et des enfants. La directrice d'ONU Femmes nous l'a dit : deux mères par heure, sept femmes toutes les deux heures. Ce nombre élevé est inacceptable. Compte tenu de leur vulnérabilité et de leurs besoins spécifiques, la protection des enfants est centrale.

En même temps qu'elle reconnaît le droit d'Israël d'assurer sa défense et sa sécurité, la Suisse n'a eu de cesse d'appeler les parties à protéger les civils et respecter le droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction, proportionnalité et précaution.

Mon pays reste aussi fortement préoccupé par la situation humanitaire catastrophique et son impact sur tous les civils. A Gaza, la situation sanitaire se dégrade très rapidement, notamment pour les quelques 1,7 million de personnes déplacées, dont, à nouveau, un très grand nombre d'enfants. La Suisse a attribué 100 millions USD d'aide d'urgence dans la région.

Nous rappelons que tous les civils, les blessés et les malades, le personnel humanitaire et médical, ainsi que les infrastructures civiles – dont les écoles de l'UNRWA – sont protégés par le droit international humanitaire. Tous les civils doivent pouvoir accéder aux services essentiels à leur survie comme l'eau potable, la nourriture et l'électricité. L'impact du conflit sur les femmes et les filles mérite par ailleurs toute notre attention et nous venons de l'entendre des Directrices d'ONU Femmes et du Fonds des Nations unies pour la population. L'accès aux soins médicaux est essentiel, particulièrement pour les femmes enceintes.

Aussi faut-il à tout prix éviter une escalade encore plus grave, voire une régionalisation du conflit, dont nous voyons des signes inquiétants aussi bien en Cisjordanie qu'au Liban. En Cisjordanie, la Suisse rappelle que dans le cadre d'opérations par les forces de sécurité israéliennes, l'usage de la force doit notamment répondre au critère de la proportionnalité et respecter les droits de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne. Nous rappelons également qu'Israël est tenue par le droit international humanitaire de garantir, dans toute la mesure de ses moyens, la satisfaction des besoins essentiels de la population dans tout le Territoire palestinien occupé. Elle doit également y respecter et protéger les droits humains. Des enquêtes indépendantes doivent être menées sur toutes les violations du droit international en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, afin que leurs auteurs soient traduits en justice.

Monsieur le Président,

Ce Conseil doit s'unir autour du socle des deux Etats, qui est seul à même de garantir la paix et la stabilité dans la région. Nous avons aussi entendu l'appel à y intégrer les voix et les contributions des femmes palestiniennes et israéliennes, comme nous le demande la résolution 1325. Nous devons toutes et tous contribuer à reconstruire – sans plus tarder – ce socle des deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mr President, for organising this session, devoted in particular to the situation of women and children in the context of the conflict in the Middle East.

It's a glimmer of hope that accompanies us today. Switzerland welcomes the agreement allowing the release of hostages and a humanitarian pause of four days. We thank all the countries that have contributed to this agreement, in particular Qatar , Egypt and the United States, and we wish those released and their families a speedy reunion and recovery from their physical and psychological wounds. We call for the full implementation of Resolution 2712, adopted a week ago by this Council, which emphasises the fundamental principles of international humanitarian law. This includes the immediate and unconditional release of all hostages who are still being held by Hamas and other groups in appalling conditions in Gaza, as well as the observance of pauses to allow the rapid, safe and unhindered delivery of humanitarian aid to civilians through all possible crossing points.

Allow me also to thank the Executive Directors of UN Women, UNICEF and the United Nations Population Fund (UNFPA), Sima Bahous, Cathy Russell and Natalia Kanem for their poignant testimonies, which we will not soon forget, as well as the visit of the head of UNICEF to Gaza last week. I would like to thank all those involved, in particular the World Health Organisation (WHO), for the rescue – last weekend – of 31 newborn babies from Al-Shifa hospital.

Switzerland remains deeply concerned by the high number of civilian victims in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory since the acts of terror perpetrated by Hamas on 7 October, which we strongly condemned. Two-thirds of the victims are women and children. The director of UN Women told us: two mothers an hour, seven women every two hours. This high number is unacceptable. Given their vulnerability and specific needs, the protection of children is central.

At the same time as it recognizes Israel's right to ensure its defence and security, Switzerland has consistently called on the parties to protect civilians and respect international humanitarian law, in particular the principles of distinction, proportionality and precaution.

My country also remains deeply concerned about the catastrophic humanitarian situation and its impact on all civilians. In Gaza, the health situation is deteriorating very rapidly, particularly for the 1.7 million or so displaced people, many of whom are children. Switzerland has allocated USD 100 million in emergency aid to the region.

We recall that all civilians, the wounded and sick, humanitarian and medical personnel, and civilian infrastructure – including UNRWA – are protected by international humanitarian law. All civilians must have access to services essential to their survival, such as drinking water, food and electricity. The impact of the conflict on women and girls also deserves our full attention, as we have just heard from the Directors of UN Women and the United Nations Population Fund. Access to medical care is essential, particularly for pregnant women.

Moreover, we must avoid at all costs an even more serious escalation, or even a regionalisation of the conflict, of which we see worrying signs both in the West Bank and in Lebanon. In the West Bank, Switzerland recalls that in the context of operations by the Israeli security forces, the use of force must in particular meet the criterion of proportionality and respect every individual's right to life and security of person. We also recall that Israel is bound by international humanitarian law to guarantee, to the fullest extent of its means, the satisfaction of the basic needs of the population throughout the Occupied Palestinian Territory. It must also respect and protect human rights there. Independent investigations must be

carried out into all violations of international law in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory, so that the perpetrators can be brought to justice.

Mr President,

This Council must unite around the two states foundation that alone can guarantee peace and stability in the region. We also heard the call to include the voices and contributions of Palestinian and Israeli women, as called for in resolution 1325. We must all contribute to rebuilding – without further delay – the foundation of two democratic states, Israel and Palestine, living side by side, in peace, within secure and recognised borders.

Thank you.